

L'alimentation hors du domicile des écoliers de Cotonou (Bénin)

Michel Chauliac, Nicolas Bricas, Éric Ategbo, Waliou Amoussa, Isidore Zohoun

Avec un taux moyen de près de 7 % par an durant les dernières décennies [1], la croissance démographique des villes d'Afrique de l'Ouest est l'une des plus élevée au monde. Cette urbanisation et l'évolution des modes de vie qui lui est associée conduisent à des changements des styles de consommation par rapport à ceux qui caractérisent l'alimentation en milieu rural [2-4]. La ration alimentaire des citadins se modifie, leurs pratiques d'approvisionnement, de transformation, de préparation culinaire et de prise de repas se diversifient, les représentations associées aux produits et aux pratiques évoluent.

L'une des caractéristiques de la dynamique des styles alimentaires urbains est l'expansion de la consommation hors du domicile [5], liée à la multiplication des micro-entreprises artisanales de préparation et de vente d'aliments prêts à man-

ger. Contrairement à ce qui se passe dans certains pays d'Asie, où les femmes sont principalement cantonnées à la préparation de ces aliments tandis que la vente est réalisée par les hommes, en Afrique, les femmes participent largement à la vente. Malgré les risques d'expulsion et de confiscation du matériel liés à une application épisodique de la réglementation sur l'hygiène publique par les autorités nationales ou municipales, les revenus dégagés sont souvent considérés comme nettement supérieurs au salaire minimum national. Ils permettent à ces vendeuses de faire face aux dépenses qui leur sont traditionnellement dévolues au sein de l'unité familiale: achats de produits alimentaires, soins aux enfants, scolarité, etc.

L'alimentation hors du domicile fournit une part importante des repas aux travailleurs dont le lieu d'activité est éloigné du domicile. Elle permet également à ceux qui ne disposent pas des moyens de cuisiner leurs repas, comme les migrants temporaires vivant hors de structures familiales, de s'alimenter [6]. Enfin, elle constitue, en situation de crise, une pratique de contournement des obligations sociales de redistribution élargie des repas familiaux [7]. L'alimentation de rue permet aussi de satisfaire les envies et goûts personnels des individus en dehors des structures familiales de consommation et constitue un moyen de découvrir de nouveaux produits ou de nouvelles préparations culinaires que l'on ne sait pas ou que l'on n'a pas l'habitude de proposer dans le milieu familial. Ainsi, elle contribue à diversifier l'alimentation

et touche toutes les couches sociales et toutes les tranches d'âge de la population citadine.

Les enfants font partie des consommateurs. À Ibadan, au Nigeria, les 10-20 ans représentent 21,2% des acheteurs [8]. À Bamako, au Mali, 81 % des 7-14 ans ont recours à ce type d'alimentation [9] et 96 % des enfants scolarisés achètent des aliments aux vendeuses installées aux abords des écoles [10]. À Cotonou, au Bénin, des vendeuses d'aliments sont installées de façon régulière dans chaque école. Ce droit leur est accordé annuellement par les chefs d'établissement sur présentation d'un certificat médical mentionnant l'absence de maladie transmissible. Présentes de l'ouverture à la fermeture quotidienne de l'établissement, ces « vendeuses accréditées » proposent une grande variété d'aliments.

Par-delà l'analyse des apports nutritionnels, les dimensions sociales, économiques et culturelles de l'alimentation doivent être appréhendées pour permettre l'élaboration de stratégies d'intervention qui s'ancrent dans la vie quotidienne et dépassent le caractère normatif d'une application brute de la science nutritionnelle. Une telle approche transdisciplinaire, prônée lors de la Conférence internationale sur la nutrition organisée, en 1992, par la FAO et l'OMS, doit permettre de concevoir des programmes novateurs où les acteurs de l'alimentation – consommateurs, producteurs et pouvoirs publics – participent réellement et de concert aux nécessaires évolutions pour améliorer l'état nutritionnel de la population.

M. Chauliac : Centre international de l'enfance et de la famille, Carrefour de Longchamp, 75016 Paris, France.

N. Bricas : CIRAD-SAR, Département des systèmes agro-alimentaires et ruraux, BP 5035, 73, rue J.-F.-Breton, 34032 Montpellier cedex 1, France.

E. Ategbo, W. Amoussa : Faculté des sciences agronomiques, Université nationale du Bénin, BP 526, Cotonou, Bénin.

L. Zohoun : Laboratoire d'hématologie, Centre national hospitalier universitaire, BP 8042, Cotonou, Bénin.

Tirés à part : M. Chauliac

Dans le cadre d'un projet de recherche-action visant à améliorer la qualité nutritionnelle des aliments vendus aux enfants scolarisés, une série d'enquêtes a été réalisée pour estimer l'importance et le type de leur consommation alimentaire hors du domicile, notamment celle provenant des achats auprès des vendeuses accréditées des écoles.

Méthode

Dans deux écoles de quartiers défavorisés voisins de Cotonou, Houeyiho et Vedoko, un échantillon de 120 enfants par école des classes de CE2 (4^e année d'école primaire qui en compte 6) a été tiré au sort d'après la liste des élèves. Ces enfants ont entre 8 et 13 ans. Chacun d'entre eux a été interrogé individuellement par un enquêteur, à l'aide d'un questionnaire, dans la cour de l'école. Tous les enfants sélectionnés et appartenant à une même classe étaient interrogés dans la même journée afin de limiter les phénomènes de contamination des réponses par concertation entre les enfants ou avec leurs parents. L'enquête s'est déroulée en avril et mai 1994.

Le questionnaire portait sur la régularité de l'octroi d'argent de poche, son origine, son montant, son utilisation. Il était également demandé à l'enfant quels types d'aliments il avait achetés dans les 24 heures, les moments et les lieux d'achat, les montants dépensés et quelques éléments de motivation d'achat. Après entretien avec divers informateurs, une méthode de classification relative des familles en quatre catégories socio-économiques a été élaborée. Déjà utilisée à Bamako et adaptée pour le contexte de Cotonou, elle prend en compte le niveau d'équipement de la famille (possession de véhicules de transport, d'appareils ménagers ou de loisirs, eau courante et électricité à domicile), les matériaux de construction du domicile et son mode de jouissance (location, propriété, maison familiale, etc.) [11].

Les données ont été saisies sur le logiciel Épi Info 5. L'analyse statistique a été réalisée à l'aide du Chi carré, du test *t* de Student et de l'analyse de variance. Un risque d'erreur de 5% était consenti. La non-normalité des distributions des variables concernant le montant de l'argent disponible et dépensé a conduit à réaliser des transformations logarithmiques pour tous les calculs s'y rappor-

tant. Pour ces variables, les moyennes géométriques ainsi que, entre crochets, les 10^e et 90^e percentiles sont présentés dans les résultats.

Résultats

Les caractéristiques des enfants de l'échantillon sont mentionnées dans le tableau 1. La moyenne d'âge (\pm écart type) des enfants est de $9,78 \pm 1,34$ ans. Il n'existe aucune différence significative entre les écoles pour l'âge ou la distribution des enfants selon le sexe, l'ethnie, le type de famille, la catégorie socio-économique.

Montant du pécule et son utilisation

Seuls 2 enfants ont déclaré ne jamais disposer d'argent de poche et 90,8% (218) en ont régulièrement. Tous amènent intégralement cet argent à l'école, à l'exception de 5,9% d'entre eux qui n'en apportent qu'une partie seulement. Les 2

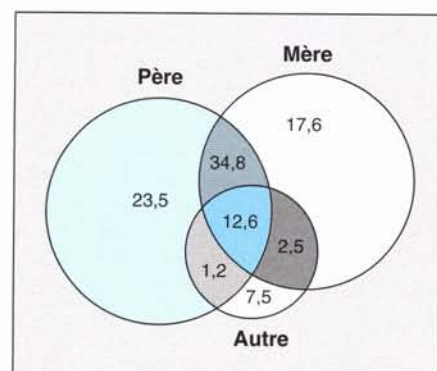


Figure 1. Origine de l'argent de poche dont dispose l'enfant (%).

Figure 1. Origin of the pocket money spent by children (%).

enfants ne recevant pas d'argent de poche n'ont pas été pris en compte dans la suite des résultats.

Le père et la mère sont les principaux fournisseurs de ce pécule (figure 1). Il n'existe pas de différence de l'origine de ce don selon le sexe, le type de famille (monogame ou polygame) ou l'ethnie (Fon versus les autres ethnies). En

Tableau 1

Caractéristiques des enfants selon l'école fréquentée

	Vedoko (n = 120)	Houeyiho (n = 120)	Total (n = 240)
Âge (ans)	9,74 \pm 1,29	9,82 \pm 1,39	9,78 \pm 1,34
Sexe (%):			
- masculin	48,3	59,1	53,8
- féminin	51,7	40,9	46,2
Ethnie (%):			
- Fon	61,7	61,7	61,7
- Goun	5,0	7,5	6,3
- Yoruba	5,8	6,7	6,3
- Mina	13,3	5,8	9,6
- Adja	9,2	5,8	7,5
- Autres	5,0	12,5	8,7
Famille (%):			
- monogame	45,8	50,8	48,3
- polygame	54,2	49,2	51,7
CSE* (%):			
- riche	23,7	14,4	19,1
- moyen riche	30,5	33,9	32,2
- moyen pauvre	28,0	29,6	28,8
- pauvre	17,8	22,1	19,9

* Catégorie socio-économique. Pour 4 enfants, il manquait les données nécessaires à leur classement en CSE.

Characteristics of the children, according to school attended

revanche, les enfants de la plus pauvre et de la plus riche catégorie socio-économique sont plus nombreux que ceux des catégories socio-économiques de niveau moyen à recevoir leur pécule de plusieurs personnes : respectivement 59,6 et 64,4 % contre 40,8 et 47,1 %.

L'argent est fourni à 77,1 % des enfants chaque jour de la semaine et exclusivement les jours de classe à 22,9 % d'entre eux. Il existe une tendance, pour les enfants de la catégorie socio-économique la plus pauvre, à recevoir cet argent de poche plus souvent exclusivement les jours de classe (34 % contre 20,1 % pour les enfants des autres catégories socio-économiques), cependant la différence n'est pas statistiquement significative ($p = 0,06$).

La moyenne géométrique du montant hebdomadaire du pécule dont l'enfant

dispose est de 250 F CFA [165-425]. On n'observe pas de différences selon l'école, le sexe, l'ethnie ou le type de famille (monogame ou polygame). En revanche, ce montant suit le gradient des catégories socio-économiques (tableau 2).

La valeur hebdomadaire du pécule est supérieure pour les enfants qui reçoivent cet argent chaque jour de la semaine par rapport à ceux qui ne le reçoivent que les jours de classe. Les enfants sont 34 % à déclarer faire des économies : 50 % chez les plus riches, 33,3 % dans les deux classes intermédiaires et 23,9 % chez les plus pauvres ($p < 0,05$). La somme économisée chaque jour par ces enfants est respectivement, en moyenne, de 12,90, 10,30 et 7,90 F CFA ($p < 0,05$). La somme disponible les jours de classe est différente selon la catégorie socio-économique tandis que la somme totale effec-

tivement dépensée en aliments la veille de l'enquête ne l'est pas (tableau 3).

Moments des achats

La journée scolaire est scindée en deux demi-journées – de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h – comprenant chacune une récréation d'un quart d'heure. Tous les enfants rentrent déjeuner chez eux. Ils sont 9,9 % à consommer à domicile tout ou partie de ce qu'ils ont acheté à des vendeuses.

Avant de partir pour l'école, seuls 18,7 % des enfants prennent un petit déjeuner à la maison comprenant riz, pain ou maïs ainsi que de l'eau ou une infusion. Rares (5 %) sont ceux qui apportent du domicile un aliment à consommer à l'école. La veille du jour de l'enquête, 233 enfants, soit 97,1 %,

Tableau 2

Montant de l'argent de poche hebdomadaire (en F CFA)* selon la catégorie socio-économique, l'origine et la fréquence du don

	Catégorie socio-économique				Moyenne (n = 234)	p
	Riche (n = 44)	Moyen riche (n = 76)	Moyen pauvre (n = 68)	Pauvre (n = 46)		
Montant total	297 [175-500]	266 [175-450]	235 [175-400]	210 [125-350]	250 [165-425]	< 10 ⁻³
Fréquence du don :						
– chaque jour de la semaine	322 (37) [175-505]	297 (58) [175-490]	256 (55) [175-525]	231 (30) [125-375]	277 [165-490]	< 10 ⁻³
– seulement les jours de classe	192 (7) [125-310]	185 (18) [125-250]	161 (13) [125-225]	176 (16) [125-250]	180 [125-250]	ns

* Moyenne géométrique [10^e et 90^e percentiles]; en italiques : nombre d'enfants.

Amount (in F CFA), origin and frequency of pocket money according to socioeconomic status

Tableau 3

Montant de l'argent de poche quotidien* disponible et dépensé en alimentation hors domicile selon la catégorie socio-économique (en F CFA)

	Catégorie socio-économique				Moyenne (n = 234)	p
	Riche (n = 44)	Moyen riche (n = 76)	Moyen pauvre (n = 68)	Pauvre (n = 46)		
Disponible	46,7 [25-75]	42,5 [25-70]	37,9 [25-60]	35,4 [25-50]	40,4 [25-65]	< 10 ⁻²
Dépensé	41,3 [25-70]	37,9 [25-70]	37,5 [25-60]	32,9 [25-60]	37,7 [25-65]	ns

* Moyenne géométrique [10^e et 90^e percentiles]; en italiques : nombre d'enfants.

Amount of pocket money available daily and amount spent on food outside the home, according to socioeconomic status (in F CFA)

Tableau 4

Fréquence et valeurs des achats* à divers moments de la journée scolaire

	Sur le chemin de l'école	En arrivant à l'école	Récréation du matin	Sortie du matin	Récréation après-midi	Sortie après-midi
% des enfants	26,5	55,1	78,2	16,2	30,3	10,2
Valeur des achats (F CFA)	14 [10-30]	19,3 [10-35]	18,5 [10-35]	13,5 [5-25]	11,2 [5-25]	9,7 [5-15]

* Moyenne géométrique [10^e et 90^e percentiles].

Frequency and cost of purchases at various times during the school day

avaient acheté quelque chose à une vendeuse. Les moments et montants d'argent dépensé aux diverses périodes de la journée scolaire sont mentionnés dans le *tableau 4*. Hormis durant la récréation du matin où les enfants de la catégorie socio-économique la plus pauvre achètent moins que ceux des autres catégories (60,7 % contre 82,4 %), il n'existe, à aucun moment de la journée, de différence de fréquence d'achat entre enfants des diverses catégories socio-économiques. Les enfants qui ont pris un petit déjeuner à domicile consomment autant avant d'entrer en classe, tant en fréquence qu'en valeur, que les autres.

Les achats sont essentiellement concentrés avant le début de la classe du matin. À la fin de la récréation du matin, seuls 7 enfants sur 240 (2,9 %) n'avaient rien consommé. Les achats l'après-midi concernent moins d'enfants : 36,3 % avaient acheté quelque chose au cours de l'ensemble de l'après-midi, pour des valeurs inférieures à celles de la matinée. Les enfants achètent en moyenne 2,2 ± 0,9 produits par jour sans différence selon la catégorie socio-économique. Ils sont 23,2 % à acheter un seul produit

dans la journée, 42,9 % en achète deux, 26,6 % trois et 7,2 % quatre ou plus. Ils dépensent, dans la journée, respectivement 24,2 [25-35], 36,3 [25-50], 51,3 [35-80] et 62,5 [40-100] F CFA pour cela (p < 10⁶). Lorsque la dépense croît, les enfants privilégient donc la diversité à la quantité d'un seul plat.

Partage des aliments

Le partage entre les enfants des aliments achetés est une pratique assez fréquente : 30,6 % d'entre eux déclarent donner quelque chose à un camarade (sans différence selon la catégorie socio-économique ou la somme totale dépensée dans la journée), 24,7 % ont reçu un aliment d'un autre enfant, plus souvent s'ils appartiennent à la catégorie socio-économique la plus pauvre qu'aux autres (39,1 % contre 21,2 %, p < 10²). Près de la moitié des enfants sont impliqués dans le système d'échange. Ceux qui donnent sans recevoir disposent de plus d'argent de poche, tandis que ceux qui reçoivent, qu'ils donnent ou non, disposent de moins d'argent (*tableau 5*).

Types d'aliments achetés

Le *tableau 6* présente la diversité des aliments achetés et consommés par les enfants hors du domicile durant la journée scolaire pour les 233 (97,1 %) enfants ayant acheté quelque chose la veille du jour de l'enquête.

La diversité des aliments achetés est très grande : 59 produits différents ont été mentionnés par les enfants. Il s'agit essentiellement de plats préparés comprenant une céréale, plus rarement un tubercule ou une légumineuse, bouillie ou frite, le plus souvent accompagnée d'une sauce à base de tomate fraîche et/ou concentrée, avec ou sans huile (d'arachide ou de palme) et, parfois, un peu de poisson. Le pain est très fréquemment consommé, seul ou en sandwich. Les beignets, le plus souvent à base de blé, figurent parmi les aliments souvent achetés. Les fruits font l'objet de 80 actes d'achat. Parmi les sucreries, les bâtonnets d'eau sucrée glacée et aromatisée sont les plus prisés par les enfants.

Parmi les plats à base de céréales, les aliments les plus demandés sont « l'atassi friture » (mélange de riz avec un peu de

Tableau 5

Argent de poche disponible des enfants* selon qu'ils donnent et/ou reçoivent des aliments de leurs camarades

	Donnent sans recevoir	Reçoivent sans donner	Reçoivent et donnent	Ne reçoivent ni ne donnent	p
%	20,6	14,6	9,4	55,4	
Argent les jours de classe	47,2 [25-75]	36,6 [25-50]	37,1 [25-65]	39,9 [25-70]	< 10 ⁻²

* Moyenne géométrique [10^e et 90^e percentiles].

Pocket money available to children, according to whether they give food to or receive food from their schoolmates

Tableau 6

Nombres d'actes d'achats quotidiens et composition des plats les plus courants de diverses catégories d'aliments préparés par les vendeurs (pour n = 233 enfants)

Type d'aliments	Base	Nombre d'actes d'achat	Plat le plus courant		Nombre d'actes d'achat
			Nom	Composition	
Plat cuisiné		346	Atassi friture	Riz, haricot, tomate oignon, huile, épices	56
	Maïs	114	Akassa, monyo	Maïs fermenté, tomate, oignon, poisson frit	21
	Riz	65	Riz, sauce	Riz, tomate, oignon, huile, épices	55
	Pain	137	Pain, avocat	Pain, avocat	44
	Tubercule	24	Ragoût d'igname	Igname, tomate, crevettes séchées, huile, épices	12
	Haricot	6	Abobo	Haricots, piment, gari (manioc)	3
Beignets		101			
	Blé	89	Pâté	Farine de blé, levure, huile d'arachide	61
	Maïs Haricot ou arachide	4 8			
Fruits		80			
	Mangue	42			
	Agrumes (orange, mandarine)	33			
	Autres	5			
Sucreries		71			
	Eau aromatisée	50	Sucette	Eau aromatisée, sucrée et glacée	50
	Bonbons Chewing-gum	21			
Boissons		40			
	Maïs	31	Adoyo/Tchak- palo	Eau de maïs fermenté, citron	25
	Eau	9			

Number of daily purchases and composition of the most popular items of various kinds of foods prepared by the vendors

haricot et une sauce à l'huile et à la tomate) et le riz avec une sauce à la tomate, avec ou sans huile. Le pain est le plus souvent consommé garni d'avocat mais aussi de poisson haché (18 actes d'achat). Le fruit le plus consommé est la mangue, puis viennent les agrumes (oranges et mandarines), l'enquête ayant été menée durant la saison de forte disponibilité en mangues. Le ragoût d'igname est le plat à base de tubercules le plus souvent acheté.

Facteurs intervenant dans les choix des enfants

Parmi les enfants, 55 % ont des vendeuses préférées et 66,3 % des vendeuses qu'ils n'aiment pas ; 128 enfants sur 240 ont une opinion tranchée dans un sens ou dans un autre, sans différence selon le sexe, l'ethnie, l'école ou la somme disponible. Les raisons spontanément rapportées par les enfants pour une préférence ou un rejet de certaines vendeuses sont

mentionnées dans le *tableau 7*. Elles sont principalement liées à l'appréciation du produit proposé (« j'aime [je n'aime pas] ce qu'elles vendent ») ainsi qu'à l'estimation de la quantité de produit vendu. L'hygiène de l'aliment proposé ou de la vendeuse est également un facteur intervenant dans le choix d'une vendeuse mais avec une fréquence moindre : « elles sont propres », « elles prennent soin de leurs mets », « on ne trouve pas d'insectes dans leur nourriture » ou, à

Tableau 7

Raisons spontanément mentionnées de préférence ou de rejet de certaines vendeuses (%)

	Vendeuses préférées (n = 132)	Vendeuses rejetées (n = 159)
J'aime (je n'aime pas) ce qu'elles vendent	42,4	27,7
Elles donnent plus (moins) de base	37,9	36,5
Elles donnent plus (moins) de sauce	30,3	32,7
Elles (ne) sont (pas) gentilles	5,3	26,4
Ce sont des amies (je ne les connais pas)	10,6	6,3
Elles (ne) font (pas) crédit	1,5	1,3
L'hygiène (n'est) (pas) satisfaisante	12,2	17,5
Autres	2,4	3,3

Reasons given by the children for preference or rejection of food from particular vendors

Tableau 8

Raisons d'achat des aliments les plus fréquemment achetés (%)

Les produits	Spontanément (n = 238)	Après suggestion (n = 238)
Ont bon goût	28,3	96,3
Rassasient	27,1	92,5
Sont bien présentés	1,3	90,4
Sont bon marché	0,8	67,9
Rendent fort	4,2	69,2
Sont bons pour la santé	4,2	47,5

Reasons for buying the foods most often bought (%)

l'inverse, « elles offrent des aliments malsains », « il y a beaucoup de saletés dans leur nourriture », « elles sont sales », « elles proposent l'eau de puits au lieu de l'eau du robinet ».

La relation humaine vendeuse/enfant (« elles [ne] sont [pas] gentilles ») est surtout un facteur intervenant dans le sens du rejet : « elles frappent les écoliers », « elles portent de fausses accusations de vol », « elles crient et grondent ».

L'aspect strictement financier de la relation (la vendeuse fait crédit ou non) apparaît négligeable.

Parmi les raisons du choix des produits les plus souvent achetés (tableau 8), la saveur du plat (28,3%) et son caractère rassasiant (28,3%) sont spontanément les plus fréquemment mentionnés. D'autres caractéristiques de ces produits, même lorsqu'elles sont suggérées à l'enfant, sont beaucoup moins fréquemment mentionnées, en particulier celles

liées à la santé (« ils sont bons pour la santé », « ils rendent fort ») ou à leur coût. Le caractère rassasiant du produit est spontanément mentionné plus souvent par les enfants les plus pauvres que par les autres (33,9% contre 21,5%, $p < 0,02$); les enfants qui mentionnent cette caractéristique disposent de moins d'argent que ceux qui ne la mentionnent pas (36,4F CFA contre 42F CFA/jour, $p < 0,01$).

Enfin, il est intéressant de constater que les recommandations des parents ou d'autres personnes influentes n'ont jamais été citées comme des raisons de choix ou de refus des vendeuses ou des produits.

Discussion

La pratique de consommation d'aliments hors du domicile par les écoliers semble

être généralisée à Cotonou. L'importance de cette pratique, notamment en milieu urbain, avait déjà été relevée par l'enquête budget-consommation du Bénin de 1986-1987. En moyenne nationale, plus de 1 personne sur 6 prenait son petit-déjeuner hors du domicile [12].

Que représentent les 250 F CFA dont disposent en moyenne les enfants par rapport aux dépenses alimentaires des ménages de Cotonou? Bien que les données de l'enquête budget-consommation soient antérieures à la nôtre et qu'elles se réfèrent à un échantillon différent, on peut tenter une estimation grossière de l'importance relative de cette pratique au niveau budgétaire. Avec environ 5 personnes par groupe familial de consommation à Cotonou, dont environ 1,25 enfant entre 7 et 15 ans, on peut estimer que le montant hebdomadaire de l'argent de poche est de 200 F CFA par famille si l'on considère que près de 65% des enfants de cette tranche d'âge sont scolarisés [13]. D'après les données de l'enquête budget-consommation, la dépense alimentaire totale par ménage de Cotonou était de 4145 F CFA par semaine dont plus du quart (1 091 F CFA) était consacré aux dépenses de restauration et d'alimentation de rue. Le pécule donné aux enfants représenterait donc près de 5% des dépenses alimentaires et près de 20% des dépenses de restauration extérieure. Même si ces chiffres doivent être utilisés avec prudence, il n'en reste pas moins que le pécule donné aux enfants représente une part significative du budget alimentaire des ménages de Cotonou.

Le montant hebdomadaire du pécule est nettement corrélé avec la catégorie socio-économique de la famille. Ceci milite en faveur d'une bonne fiabilité des réponses des enfants et de la grille de classification des familles en catégories socio-économiques qui a été utilisée pour l'enquête. Cette fiabilité des réponses des enfants est confirmée par la très bonne cohérence entre leurs déclarations sur le montant du pécule reçu et sur le montant de leurs dépenses.

À Cotonou, la disparité qui existe entre les quantités d'argent de poche distribué est atténuée lorsque l'on compare la dépense en aliments achetés hors du domicile à la circulation de ces aliments après l'achat. D'une part, les enfants disposant des plus grosses sommes tendent à limiter leurs achats alimentaires pour consacrer leurs « économies » à d'autres

Summary

Consumption of food outside the home by school children from Cotonou (Benin)

M. Chauliac, N. Bricas, E. Ategbro, W. Amoussa, I. Zohoun

Urban growth leads to the consumption of food outside the home, with the demand for street food coming particularly from school children. A survey of 240 primary school children aged 8 to 13 was carried out, by means of personal interviews. More than 90% were regularly given pocket money by their parents, and this money was used mainly for buying food from vendors inside or near their schools. Less than 20% of children ate breakfast at home before going to school. Food purchases occurred mostly before the end of school morning break and an average of 38 CFA Francs were spent on each purchase (7.6 US cents). A wide variety of foods were bought, mostly including cereals. This buying of food seems to be part of a family food strategy to reduce the preparation of breakfast at home. The combination of this demand, and the supply of food in schools provides a useful means for campaigns aimed at improving the quality of children's diets in the short and long term.

Cahiers Santé 1998; 8: 101-8.

achats, la disparité entre les classes sociales des dépenses réelles en aliments s'atténuant alors. D'autre part, la redistribution des aliments achetés, qui est couramment pratiquée, concerne près de la moitié des enfants et s'opère davantage des enfants disposant d'un pécule élevé vers leurs camarades moins favorisés.

Les achats sont surtout effectués le matin. Contrairement à ce qui a été observé à Bamako où la plupart des enfants (92,5%) prennent leur petit déjeuner chez eux avant de partir pour l'école [14], les achats alimentaires sur pécule des écoliers de Cotonou semblent remplacer le repas matinal à la maison plus qu'ils ne le complètent. Moins de 1 enfant sur 5 a mangé chez lui avant de se rendre à l'école. Les familles semblent privilégier une alimentation hors du domicile pour le petit déjeuner, et ce quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle. Cette pratique limite la contrainte de la préparation matinale du petit déjeuner, consommatrice de temps et d'énergie en bois de chauffage. Cependant, elle conduit près de 23% des enfants à ne rien consommer le matin avant le début de la classe. Le week-end, en revanche, 81,7% des enfants prennent leur petit déjeuner à domicile. Malgré cela, 77,1% d'entre eux reçoivent de l'argent de poche ces jours-là (32,8 F CFA contre 41,6 F CFA les jours de classe), ce qui témoigne de l'importance accordée par tous, enfants et adultes, à un mode d'approvisionnement alimentai-

re individualisé, hors du domicile. La modulation du montant de l'argent de poche, plus élevé durant la semaine que le week-end, tend à montrer que l'alimentation de l'enfant hors du domicile entre dans une véritable stratégie alimentaire familiale.

Les aliments achetés par les enfants sont essentiellement des plats à base de céréales (riz, maïs, blé) avec, dans de nombreux cas, des haricots ou un peu de poisson. La contribution de cette alimentation à l'apport énergétique quotidien est donc, bien que non quantifiée, non négligeable. À domicile, l'alimentation est monotone, comprenant une base (maïs et riz pour l'essentiel) agrémentée d'une sauce. La recherche d'une diversification et de saveurs différentes de celles trouvées à domicile est souvent mentionnée par les enfants. L'école, par la variété de l'offre alimentaire, est un lieu où l'enfant satisfait ce désir et fait ainsi l'apprentissage de saveurs nouvelles. Bien que faisant partie de ce plaisir, les sucreries à calories vides ne sont pas autant consommées qu'on pourrait le penser. Les fruits, qui ne font jamais partie du repas, sont largement demandés.

En l'absence de cantine scolaire formelle dont le coût pour l'État et les familles serait très élevé, la présence de vendeuses dans l'enceinte de l'école permet aux familles d'assurer à leurs enfants une part de l'alimentation qui n'est pas fournie à domicile. L'importance économique de

cette activité est loin d'être négligeable puisque, en faisant l'hypothèse que la somme dépensée par les enfants de CE2 correspond à la moyenne des sommes dépensées par les enfants de toutes les classes, le chiffre d'affaires quotidien des vendeuses serait, pour les 2730 enfants des deux écoles de l'étude, de 110 400 F CFA/jour soit, pour 180 jours d'école, de près de 20 millions de F CFA. Hormis le pain et les beignets de blé, les ingrédients entrant dans la composition des plats proposés sont produits au Bénin, achetés pour l'essentiel sur le marché central ou de quartier, stimulant par là même la production et le commerce locaux.

La pratique de l'alimentation hors du domicile par les écoliers sur la base d'un pécule fourni par leur famille joue un rôle significatif à deux niveaux. D'une part, les apports nutritionnels fournis par les produits achetés par les enfants apparaissent non négligeables. Ils représentaient, en Haïti, 25% des apports énergétiques quotidiens [15] et, à Bamako, de 15 à 20% du besoin énergétique quotidien [14]. D'autre part, les choix des produits par les enfants sont faits de façon autonome, sous leur responsabilité, hors du contrôle parental. Par là, ce mode d'approvisionnement constitue une forme d'apprentissage de la consommation de nouveaux aliments ou préparations culinaires. Ces deux considérations conduisent à penser que le système des vendeuses accréditées dans les écoles pourrait constituer un support intéressant pour des interventions visant à améliorer la qualité nutritionnelle de l'alimentation infantile en ville. Il paraît alors intéressant d'associer d'une part des actions visant à améliorer la teneur en nutriments qui font défaut dans l'alimentation familiale (par exemple les protéines animales, le fer ou la vitamine A, des aliments proposés par les vendeuses) et, d'autre part, des actions pédagogiques visant à stimuler la demande par les enfants de tels produits. Prenant en compte les stratégies commerciales des vendeuses, la curiosité gustative des enfants ainsi que leur demande de rassasiement, de nouvelles recettes pourraient être inventées par les vendeuses et testées auprès des enfants avec, comme critère d'évaluation, la poursuite de l'offre par les vendeuses de tels produits.

Un investissement de l'État pour assurer des conditions de préparation et de vente hygiéniques dans la cour de l'école assu-

rerait une prévention des risques de toxoinfection alimentaire ■

Remerciements

Ce travail a bénéficié d'un financement du ministère français de la Coopération dans le cadre des études sur les stratégies d'intervention dans la lutte contre les carences en micronutriments.

Références

1. Mukanda-Bantu K. *Description du peuplement de l'Afrique de l'Ouest, commentaire de la base de données. Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Document de travail n° 1*. Paris: OCDE/CILSS/BAD, 1994; 123 p.
2. Bricas N. Les caractéristiques et l'évolution de la consommation alimentaire dans les villes africaines. In: Muchnik J, éd. *Alimentation, techniques et innovations dans les régions tropicales*. Paris: L'Harmattan, 1993: 127-60.
3. Hugon P, Coussy J, Sudrie O. *Dépendance alimentaire et urbanisation en Afrique subsaharienne*. Paris: SEDES, 1991; 230 p.
4. Réquier-Desjardins D. *L'alimentation en Afrique: manger ce qu'on peut produire*. Paris: Kharthala, 1989; 169 p.
5. Cohen M. *The urban street foods trade: implication for policy*. Washington: Equity Policy Center, 1984; 40 p.
6. Bricas N. Alimentation de rue et évolution des styles alimentaires urbains. In: *L'enfant en milieu tropical*. Paris: Centre international de l'enfance, 1994: 36-9.
7. Akindès F. Dévaluation et alimentation à Abidjan (Côte d'Ivoire). *Cah Rech Develop* 1995; 40: 24-42.

8. FAO, Department of human nutrition, University of Ibadan (Nigeria). *Study on street foods in Ibadan, Nigeria*. Rome: FAO, 1987; 50 p.

9. Ag Bendeck M. *Le secteur informel de l'alimentation dans le district de Bamako*. Communication au Séminaire régional sur le secteur informel de l'alimentation. FAO, Cotonou, 21-25 novembre 1994.

10. Chauliac M, Gerbouin-Rerolle P. Alimentation de rue: une approche globale. In: *L'enfant en milieu tropical*. Paris: Centre international de l'enfance, 1994: 5-20.

11. Chauliac M, Monnier T, Ag Bendeck M. Differences in the composition of children's breakfast in Bamako (Mali): a social rather than an economic phenomenon. *Ecol Food Nutr* 1998 (sous presse).

12. INSAE. *Enquête budget-consommation. Résultats*. Vol.8. *Consommation alimentaire et nutrition*. Cotonou: ministère du Plan et de la Restructuration économique, 1992; 133 p.

13. INSAE. *Deuxième recensement général de la population et de l'habitation*. Tome 3. *Caractéristiques socio-culturelles et économiques*. Cotonou: ministère du Plan et de la Restructuration économique, 1994; 106 p.

14. Chauliac M, Monnier T, Ag Bendeck M. Les écoliers de Bamako et l'alimentation de rue. *Cahiers Santé* 1994; 4: 413-23.

15. Webb RE, Hyatt SA. Haitian street foods and their nutritional contribution to dietary intake. *Ecol Food Nutr* 1988; 21: 199-209.

Résumé

La croissance démographique urbaine s'accompagne d'un développement de la consommation alimentaire hors du domicile. La demande d'aliments achetés dans la rue émane en particulier des enfants. Une enquête par entretien individuel a été réalisée à Cotonou auprès de 240 enfants âgés de 8 à 13 ans et fréquentant l'école primaire. Plus de 90% d'entre eux disposent régulièrement d'argent de poche qu'ils utilisent essentiellement pour acheter des aliments à des vendeuses installées dans ou à côté de l'école. Moins de 20% prennent un petit déjeuner à domicile. Les achats, pour une valeur moyenne quotidienne de 38 F CFA, sont effectués préférentiellement avant la fin de la récréation du matin. Ils concernent une grande variété d'aliments, essentiellement des plats comprenant une base céréalière. L'achat d'aliments semble entrer dans la stratégie alimentaire des familles car cela permet de réduire, en particulier, la contrainte de préparation du petit déjeuner. La combinaison de cette demande et de l'offre alimentaire dans les écoles est un support potentiel important d'interventions visant à améliorer, à court et long termes, la qualité de l'alimentation des enfants.